

Autorisation requise en vertu des dispositions de la
Loi sur les services de santé et les services sociaux
(RLRQ, chapitre S-4.2)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés par les articles 260 et 261 de la loi précitée, de même que par la décision du Conseil du trésor, C.T. 187151 du 9 mai 1995, publiée à (1995) 127 G.O. 2, no 22, 2303, j'autorise la personne morale « Centre intégré de santé et de services sociaux de la Gaspésie » à acquérir de la personne morale « Gestion Marc Débigaré inc. », l'immeuble connu et désigné comme étant le lot QUATRE MILLIONS TROIS CENT ONZE MILLE HUIT CENT DOUZE (4 311 812) du cadastre du Québec, dans la circonscription foncière de Bonaventure 1, avec bâtisses dessus érigées, portant le numéro civique 238, avenue Port-Royal, à Bonaventure, province de Québec, G0C 1E0, circonstances et dépendances, et ce, pour une somme de NEUF CENT TRENTE-QUATRE MILLE TROIS CENTS dollars (934 300 \$) et conformément aux autres termes et conditions prévus au projet d'acte de vente joint à la présente autorisation.

La présente autorisation constitue également l'avis du ministre de la Santé et des Services sociaux requis conformément à l'article 260 de la loi précitée et au deuxième alinéa de l'article 46 de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales (RLRQ, chapitre O-7.2).

Le ministre de la Santé,



CHRISTIAN DUBÉ

Québec, le 23 janvier 2023

Numéro : 2023-001